21 juillet 1981 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Communiqué commun publié à l'issue du sommet des pays industrialisés, sur les relations économiques internationales, l'aide au développement, le commerce international, les problèmes énergétiques, les relations Est-Ouest, Ottawa, mardi 21 juillet 1981.

1) Nous nous sommes réunis à un moment où l'expansion économique et la paix sont exposées à des changements rapides et à des défis extrêmes. Cette rencontre nous a donné l'occasion de souligner et de renforcer les liens qui nous unissent. Nous sommes conscients de ce que les questions économiques que nous avons à résoudre sont en étroite relation avec les orientations politiques plus larges qui sont les nôtres. Dans un monde d'interdépendance, nous réaffirmons nos objectifs communs £ nous sommes confiants en notre détermination et en notre capacité de travailler ensemble à la solution de nos problèmes dans un esprit de responsabilité partagée entre nous et nos partenaires du reste du monde £ nous tiendrons compte des effets de nos décisions sur les autres.

- `Economie` 2) La tâche primordiale que nous nous sommes reconnue lors de ce sommet est la nécessité de revitaliser les économies des démocraties industrielles afin de satisfaire aux besoins de nos populations et de contribuer à la prospérité du monde.

- 3) Depuis le sommet de Venise, le taux moyen de l'inflation a diminué dans nos pays, bien qu'il soit resté supérieur à 10 % dans quatre d'entre eux. Dans nombre de pays le chômage a fortement augmenté et continue de s'aggraver. Une croissance économique modérée est probable dans l'année qui vient, mais elle ne paraît pas devoir assurer une résorption prochaine du chômage. Les importants déficits des balances des paiements dûs à l'augmentation du prix du pétrole en 1979 - 1980 ont pu jusqu'ici être financés sans que le fardeau de l'ajustement ait été intolérable, mais il est vraisemblable que ces déficits persisteront un certain temps encore. Les taux d'intérêt ont atteint des niveaux records dans beaucoup de pays £ s'ils devaient être maintenus longtemps à de tels niveaux, ils menaceraient l'investissement productif.

- 4) La lutte contre l'inflation et le chômage doit être la première de nos priorités et la connexité de ces deux problèmes exige que l'on s'y attaque en même temps. Nous devons continuer à réduire l'inflation si nous voulons stimuler l'investissement et assurer la croissance dont dépend la reprise durable de l'emploi. Ceci nécessite le recours à un ensemble équilibré d'instruments de politique économique. Nous devons convaincre nos populations de la nécessité de certains changements : changement dans les anticipations de croissance et de gains £ changement dans les méthodes de gestion et dans les relations et les conditions de travail £ changement dans les structures industrielles £ changement dans la -nature et l'échelle des investissements et changement dans l'offre et la consommation d'énergie.\

`Economie` 5) Dans la plupart des pays, nous devons d'urgence réduire l'endettement public et augmenter notre soutien en faveur des investissements productifs et de l'innovation dans les cas où les circonstances le permettent, ou lorsqu'il nous est possible de modifier la nature des dépenses en respectant nos impératifs budgétaires. Nous devons également accepter le rôle du marché dans nos économies. Nous veillerons à ce que les mesures provisoires qui pourraient

s'avérer nécessaires pour faciliter le changement ne deviennent pas des formes permanentes de protection ou de subvention.
- 6) Nous sommes d'avis qu'une croissance monétaire faible et stable est essentielle pour réduire l'inflation. Les taux d'intérêt ont leur rôle à jouer à cet égard £ ils demeureront vraisemblablement élevés là où les craintes d'inflation resteront vives. Nous sommes bien conscients que les niveaux et les variations des taux d'intérêt dans un pays peuvent rendre plus difficiles les politiques de stabilisation dans d'autres, en influant sur leurs taux de change et sur leurs économies. Pour ces raisons, la plupart d'entre nous devrions aussi recourir à la limitation des déficits budgétaires, au besoin en diminuant les dépenses gouvernementales. Il est aussi hautement souhaitable de réduire l'instabilité des taux d'intérêt et des taux de change £ une plus grande stabilité des marchés des changes et des marchés financiers est importante pour le développement vigoureux de l'économie mondiale.
- 7) Dans un monde caractérisé par de forts mouvements de capitaux et des déficits importants, il est de l'intérêt de tous que la solidarité financière du système bancaire et des institutions financières internationales soit pleinement maintenue. Nous nous félicitons de l'accroissement du rôle du FMI dans le financement des déficits des balances des paiements à des conditions qui encouragent les adaptations nécessaires.
- 8) Dans la définition de nos politiques économiques à long terme, nous devrons nous attacher à sauvegarder l'environnement et les ressources naturelles de notre planète.\
`Relations avec les pays en développement` 9) Nous encourageons la stabilité, l'indépendance et le non-alignement authentique des pays en développement £ nous réaffirmons notre engagement de collaborer avec eux dans un souci d'intérêt, de respect et d'avantages mutuels, conscients de la réalité de notre interdépendance.
- 10) Il est de notre intérêt, comme du leur, que les pays en développement poursuivent pleinement leur croissance et s'intègrent plus complètement au système économique international en y jouant un rôle à la mesure de leurs capacités et de leurs responsabilités.
- 11) Nous sommes désireux de poursuivre avec ces nations des discussions constructives et portant sur les problèmes de fond £ nous croyons que le sommet de Cancun `Conférence Nord-Sud ` Mexique` offrira une occasion prochaine d'examiner à nouveau nos problèmes communs.
- 12) Nous réaffirmons notre volonté d'explorer toutes les voies de consultation et de coopération avec les pays en développement dans toute enceinte appropriée. Nous sommes prêts à participer à la préparation d'un processus mutuellement acceptable de négociations globales dans des conditions permettant d'espérer des progrès notables.
- 13) Bien que la croissance ait été forte dans beaucoup de pays en développement à revenus moyens, nous sommes très conscients des graves difficultés économiques qu'éprouvent de nombreux pays en développement et de l'affreuse pauvreté des plus démunis d'entre eux. Nous restons prêts à appuyer les efforts que les pays en développement accomplissent pour promouvoir leur progrès économique et social, dans-le-cadre des valeurs et traditions qui leur sont propres. Ces efforts sont indispensables à leur réussite.
- 14) Nous nous engageons à maintenir substantiel et, dans de nombreux cas, à augmenter le niveau de notre aide publique au développement £ nous nous efforcerons de faire mieux comprendre cette nécessité par nos opinions publiques. Nous entendons affecter une part majeure de notre aide aux pays les plus démunis, et participerons activement à la conférence des Nations-unies sur les pays les moins avancés.\
`Relations avec les pays en développement` 15) Nous tenons à ce propos à faire remarquer que le renforcement de nos propres économies, l'élargissement de l'accès à nos marchés et l'élimination des obstacles aux flux de capitaux se traduiront par une disponibilité accrue des ressources et de la technologie dont ont besoin les pays en développement, complétant ainsi l'aide publique. L'orientation des capitaux privés vers ces pays se fera d'autant mieux que ceux-ci garantiront la protection et la sécurité des investissements.
- 16) L'Union soviétique et ses partenaires, dont les contributions sont maigres, devraient augmenter leur aide au développement et absorber une part plus grande des exportations des pays en développement, tout en respectant leur indépendance et leur non-alignement.

pays en développement, tout en respectant leur indépendance et leur non-alignement.
- 17) Nous resterons fermement attachés à l'existence des institutions financières internationales et veillerons à ce qu'elles possèdent et utilisent efficacement les ressources financières qui leur sont nécessaires pour faire face à leurs importantes responsabilités.
- 18) Nous attachons une haute priorité à la solution des problèmes que connaissent les pays en développement dépourvus de pétrole, en raison des effets dommageables des hauts prix de l'énergie importée résultant des deux chocs pétroliers. Nous invitons les pays excédentaires exportateurs de pétrole à accroître leurs efforts déjà appréciables pour financer l'expansion des pays en développement non pétroliers, en-particulier dans le domaine de l'énergie. Nous sommes prêts à collaborer à cette fin et à étudier avec eux, dans un esprit d'association, des mécanismes tels que ceux examinés à la Banque Mondiale, qui puissent tenir dûment -compte de l'importance de leurs contributions financières.\
`Relations avec les pays en développement` 19) Nous reconnaissons l'importance de l'accroissement de la production des aliments dans le monde en développement et à une plus grande sécurité alimentaire pour tous. Nous estimons en outre essentiel que les pays en développement mettent en oeuvre des politiques agricoles et alimentaires judicieuses. Nous étudierons les moyens d'augmenter les ressources disponibles à cette fin. Nous prenons note du fait que le gouvernement italien a l'intention de faire discuter dans-le-cadre de la Communauté européenne `CEE` une proposition destinée à des actions particulières dans ce secteur, qui bénéficieraient aux pays les plus pauvres £ cette proposition sera présentée en coopération étroite avec les institutions spécialisées des Nations-Unies dont le siège est à Rome `FAO`.
- 20) Nous sommes gravement préoccupés des conséquences de la croissance démographique mondiale. De nombreux pays en développement ont entrepris de régler, dans le respect des valeurs et de la dignité humaines, ces problèmes et d'assurer parallèlement le développement de leurs capacités humaines, notamment dans les domaines des techniques et de la gestion. Nous reconnaissons le sérieux de ces problèmes et attacherons une importance plus grande aux efforts internationaux dans ce sens.\
`Commerce` 21) Nous réaffirmons notre ferme engagement de maintenir des politiques commerciales ouvertes et de veiller au bon fonctionnement du système de commerce multilatéral ouvert, tel qu'il prend forme dans le GATT.
- 22) Nous travaillerons ensemble au renforcement de ce système dans l'intérêt de tous les pays partenaires commerciaux conscients de ce que cela impliquera une adaptation structurelle aux changements de l'économie mondiale.
- 23) Nous appliquerons les accords conclus lors des négociations commerciales multilatérales `GATT` et invitons les autres pays, notamment ceux en développement, à participer à ces accords commerciaux mutuellement profitables.
- 24) Nous continuerons de résister aux pressions protectionnistes, car nous reconnaissons que toute mesure en ce sens, qu'elle prenne la forme de restrictions commerciales ouvertes ou cachées ou celle de subventions destinées à soutenir des industries en déclin, a pour effet non seulement d'affaiblir le dynamisme de nos économies, mais aussi, avec le temps, d'aggraver l'inflation et le chômage.
- 25) Nous accueillons favorablement la nouvelle initiative que représente la proposition du groupe consultatif des 18 tendant à ce que les parties contractantes du GATT envisagent la convocation d'une réunion à l'échelon ministériel en 1982, ainsi que celle représentée par le programme d'étude des questions commerciales mis sur pied dans les pays de l'OCDE.
- 26) Nous continuerons à suivre de près le rôle que jouent nos pays dans le fonctionnement harmonieux du système commercial multilatéral, en vue d'assurer, dans un esprit de réciprocité, la plus grande ouverture possible de nos marchés, tout en permettant le recours aux mesures de sauvegarde prévues par le GATT.
- 27) Nous appuyons les efforts faits pour arriver d'ici la fin de l'année à un accord sur la réduction des éléments de subvention contenus dans les systèmes de crédits publics à l'exportation.\
`Energie` 28) Nous sommes convaincus qu'avec de la persévérance, il nous sera possible

[illegible]
d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés à Venise en-matière d'énergie pour la décennie en-cours, et que nous pourrons ainsi rompre le lien entre la croissance économique et la consommation pétrolière grâce-à l'évolution des structures de nos économies dans le domaine de l'énergie.
- 29) Conscients du fait que nos pays sont encore vulnérables et que les difficultés d'approvisionnement restent une menace potentielle à la reprise de la croissance dans nos économies, nous accélérerons la mise en valeur et l'utilisation de toutes nos sources d'énergie - conventionnelles aussi bien que nouvelles - et continuerons de promouvoir les économies d'énergie de même que le remplacement du pétrole par d'autres combustibles.
- 30) A cette fin, nous nous en remettrons essentiellement, comme dans le passé, aux mécanismes du marché, en les complétant en-cas de besoin par des mesures gouvernementales.
- 31) Il convient d'accroître notre capacité de régler les problèmes à court terme du marché pétrolier, -grâce en-particulier au maintien des stocks à un niveau convenable.\
`Energie` 32) Dans la plupart des pays, les progrès accomplis en-matière d'installations nucléaires nouvelles sont lents. Chacun d'entre nous oeuvrera pour une meilleure acceptation de l'énergie nucléaire par le public en sachant répondre aux craintes exprimées en-matière de sécurité, de santé, de traitement des résidus et de non-prolifération nucléaire. Nous poursuivrons par ailleurs nos efforts en vue d'assurer le développement des techniques avancées, en-particulier dans le traitement des combustibles usés.
- 33) Nous prendrons des mesures pour tirer parti au maximum de la production, du commerce et de l'utilisation du charbon, et ferons tout notre possible pour nous assurer qu'un accroissement de son utilisation ne porte pas atteinte à l'environnement.
- 34) Nous agirons également pour que se développe aux maximum de nos moyens la mise en oeuvre des énergies renouvables telles que la géothermie, l'énergie solaire et la biomasse. Nous travaillerons en vue d'obtenir des résultats concrets lors de la prochaine conférence des Nations-unies sur les sources d'énergies nouvelles et renouvelables.
- 35) Nous envisageons favorablement l'amélioration de la compréhension et de la collaboration avec les pays exportateurs de pétrole, dans l'intérêt de l'économie mondiale.\
`Relations économiques Est-Ouest`.
- 36) Nous avons également examiné les effets des relations économiques Est - Ouest sur nos intérêts politiques et notre sécurité. Nous reconnaissons qu'à ces relations correspond un équilibre complexe d'intérêts et de risques. Nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de nous consulter et, le cas échéant, de coordonner nos actions afin de nous assurer qu'en-matière de relations Est - Ouest nos politiques économiques restent compatibles avec nos objectifs politiques et de sécurité.
- 37) Nous entreprendrons de nous consulter en vue d'améliorer le système actuel de surveillance du commerce avec l'URSS des produits stratégiques et des technologies qui y sont associées.
- `Conclusion` 38) Nous avons la conviction que nos sociétés démocratiques et libres sont à la hauteur des défis auxquels nous devons faire face. Nous irons de l'avant ensemble et avec tous les autres pays disposés à se joindre à nous dans un esprit de collaboration et d'harmonie. Nous sommes convenus de nous rencontrer à nouveau l'an prochain et avons accepté l'invitation du Président de la République française à tenir cette réunion en France. Nous avons l'intention de procéder d'ici là à des consultations suivies.\